

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 26 MAI 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL, A PROPOS DU LIBAN : GISCARD MERCENAIRE !

Les déclarations de Giscard sur l'envoi éventuel de troupes françaises pour rétablir l'ordre au Liban si les U.S.A. veulent bien lui donner le feu vert, continuent à susciter ici et là, des réactions d'hostilité ou de réserve. On peut dire que, d'une façon générale, aucun Etat ne semble emballé par l'initiative française, chacun mesurant très bien toutes les conséquences que pourrait entraîner l'attitude pour le moins aventuriste de l'Etat français.

Car ce qui se passe aujourd'hui au Liban peut très bien devenir le premier pas de conflits bien plus importants. Dans l'actuelle guerre civile libanaise existe en germe, comme hier dans la guerre du Vietnam ou dans la guerrilla angolaise, la possibilité d'un affrontement direct entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. Un affrontement qui, après les péripéties concernant des Etats secondaires, verrait les U.S.A. tenter de réaliser leur rêve : vaincre militairement et détruire l'Etat soviétique.

Et si l'on garde en tête que c'est là la préoccupation permanente et fondamentale de l'imperialisme, on comprend finalement fort bien ce qui a pu amener Giscard à faire à la Nouvelle-Orléans ses offres de services mercenaires. Il s'agissait pour le représentant de l'Etat français de tester les réactions de l'opinion mondiale à une éventuelle intervention militaire de l'imperialisme franco-américain au Liban. Et d'effectuer ce test à la place des U.S.A. qui, après l'Asie du sud-est et l'Angola, pouvaient difficilement le faire.

Tout cela ne fait qu'illustrer finalement le fait qu'aujourd'hui, à l'époque de l'imperialisme décadent, la politique étrangère de la France, comme celle de n'importe quel autre capitalisme de second rang, c'est en fait aux Etats-Unis qu'elle se décide.

ACHETEZ, LISEZ LE MENSUEL !

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOZOR

COMMISSION PARITAIRE : N° 51 728

RONEO DU JOURNAL : P.A.P.

CORRESPONDANT : G. BEAUJOUR

B.P. 214 P.A.P.

B.P. 386 F.D.F.

7ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 61

LE CULOT DE GISCARD

A part les aspects folkloriques habituels - petits drapeaux et exhibition des anciens combattants et des doudous de madame Adeline, le passage de Giscard aura été marqué par l'annonce de quelques mesures sociales. Giscard a encore réaffirmé avec le même aplomb que par le passé, que la départementalisation économique est en marche, et que d'ici deux ou trois ans il n'y aurait guère de différence entre les Antilles et la France.

Cela signifie peut-être que le taux de chômage en France sera aussi élevé qu'il l'est actuellement aux Antilles. Quelle perspective pour les travailleurs français !

Ce qui est remarquable chez Giscard c'est le culot avec lequel il débite les fausses promesses et les mensonges.

Car il est visible que la départementalisation giscardienne ne diffère en rien de celle de ses prédécesseurs. Le chômage est toujours aussi élevé que par le passé. Les lois sociales en vigueur en France ne sont pas appliquées. Les structures économiques sont toujours aussi faibles et inadéquates que par le passé.

Giscard dit que ses promesses sont réalisées. Or si la nationalisation de l'électricité a bien eu lieu, on attend toujours la baisse spectaculaire du prix du courant que cela devait entraîner. On avait

parlé d'irriguer la Grande-Terre, c'est toujours un projet. On a parlé d'aide aux familles pour la rentrée scolaire, il y a de nombreuses familles qui n'ont jamais touché ces aides.

Alors que les travailleurs ont fait des grèves et des manifestations pour obtenir l'application immédiate des lois sociales en vigueur en France, Giscard répond par de petites mesures, limitées et demande d'attendre deux ou trois ans.

Les travailleurs doivent faire comprendre au représentant des capitalistes qu'ils ne sont pas décidés à attendre le bon vouloir du gouvernement pour arracher leurs revendications. Ils doivent continuer à se mobiliser comme ils l'ont fait ces derniers temps en Martinique. Ils doivent exiger l'application immédiate et sans conditions, ni restrictions, des lois sociales en vigueur en France. Ils doivent exiger que des emplois soient créés sur place, et non pas accepter de partir en France, chercher ces emplois.

Giscard aurait tort de croire que la patience des travailleurs est sans limite. Les manifestations comme celles d'avril et mai en Martinique sont là pour prouver que les travailleurs ne sont nullement résignés à accepter ses promesses comme argent comptant.

GUADELOUPE

CET LAMENTIN EN GREVE !

Les élèves du CET du Lamentin ont entrepris mardi 25 mai un mouvement de grève. Dès le début de la grève, après la tenue d'un meeting, l'ensemble scolaire lamentinois suivait les élèves du CET par solidarité.

Dans la matinée, une manifestation regroupant une centaine d'élèves se déroula dans le bourg.

De nombreuses causes sont à l'origine de ce mécontentement des élèves. Notamment le renvoi d'un certain nombre d'élèves de l'internat, sous prétexte d'absences sans excuses. Ce n'est pas la première fois que la direction du CET prend de telles sanctions.

Tout au cours de l'année scolaire, plusieurs élèves ont été ainsi pénalisés.

Les prétextes de l'administration étaient toujours les plus divers. Mis ce qu'elle reproche surtout aux élèves, c'est leur volonté de lutter contre les mauvaises conditions de travail et contre la situation de l'internat. Les élèves ont en effet participé à plusieurs mouvements de grève importants pendant cette année et se sont organisés pour cela. Ils ont à plusieurs reprises forcé l'administration à répondre favorablement à leurs revendications.

Le mécontentement actuel est grand et l'administration du CET aura fort à faire avec les élèves. Ceux-ci ne sont nullement décidés à se satisfaire de belles paroles.

- o - o -

GUADELOUPE

BATIMENT : UNE JOURNEE DE GREVE BIEN SUIVIE

La journée de grève des ouvriers du Bâtiment à la quelle appelaient C.G.T., C.F.D.T., F.T.G. et F.O. a été suivie à 95 %.

La paritaire qui s'est tenue dans l'après-midi du même jour, vendredi 21 mai, n'a abouti à aucun accord.

Les syndicats ont ramené la revendication d'une augmentation des salaires de 7 % à 6 % avec en contrepartie l'application au manoeuvre du coefficient de base 123 pour mai, puis de 125. Le salaire minimum serait ainsi de 1550Frs.

Une nouvelle paritaire a été fixée au mardi 25 mai pour discuter ces nouvelles propositions.

La lutte continue.

BATIMENT MARTINIQUE JEAN-JOSEPH CONTINUE A FAIRE PARLER DE LUI

Nos deux mois de grève ne semblent pas suffire à Jean-Joseph. En effet, jeudi 20 à la reprise nous nous entendions signifier par ce monsieur que seuls les mécaniciens et quelques chauffeurs d'engin reprendront ce jour-là tandis que les autres seront en chômage technique jusqu'à lundi, et cela sous prétexte qu'il y aura des réparations à faire. Que Jean-Joseph ait pris une telle décision, c'est son affaire. En tous cas nous tenons à ce que ces jours chômés soient payés intégralement. Car si nous avons pu faire deux mois de grève, nous pourrions à nouveau recommencer pour faire entendre raison au patron, si besoin est.

SOFROI GUADELOUPE

AVEC LA MISE EN SERVICE DES NOUVELLES
MACHINES, LES CLIENTS SONT MECONTENTES

Depuis quelques jours les nouvelles machines IEM ont été mises en service. C'est ainsi que le contrôle se fait avec 3 enregistreuses de marchandises.

Cette nouvelle organisation provoque bien souvent la colère des clients, car ce système semble plus long. Certains abandonnent leurs marchandises sur les chariots, d'autres disent qu'ils ne reviendront pas à cause de la lenteur de la facturation.

On ignore combien de temps cette désorganisation va durer mais on constate que le personnel mis à ce nouveau travail n'a pas été suffisamment formé. Ce n'est donc pas lui qui est responsable de cette situation.

Le patron trouve de l'argent pour louer des machines IBM de plus en plus chères, mais il refuse de donner une formation suffisante aux employés, pour continuer à les exploiter avec un salaire de misère.

ECHOS DE LA RECOLTE

LAMENTIN

LES CAPITALISTES DE L'USINE POLLUENT LA REGION

Le canal de l'usine Grosse-Montagne commence à incommoder les habitants des alentours qui se plaignent des odeurs insupportables dégagées par les eaux de ce canal, et des moustiques qui s'y développent en grand nombre.

Chaque année, durant la récolte, ces habitants doivent supporter tout cela et quand le canal est rempli, il déborde dans les jardins qu'il traverse.

La direction de l'usine se moque éperdument des problèmes d'hygiène et de santé que crée la présence des eaux usées de ce canal. Cela est encore une preuve du profond mépris que les patrons ont pour les travailleurs et leurs familles. Seuls les profits comptent pour eux, et non pas la sécurité et le bien-être des autres.

ENCORE UN BLESSE DANS LES CHAMPS

Il y a quelque temps, un travailleur a été blessé par la machine à couper la canne sur une habitation du Lamentin, alors qu'il essayait de la réparer. C'est tout juste s'il n'a pas eu la main coupée.

Ce n'est pas la première fois que ce genre d'accident se produit. En nous faisant travailler comme des forcenés, les capitalistes usiniers se moquent de notre santé et de notre sécurité. Que ce soit dans les usines, que ce soit dans les champs, chaque récolte produit son lot de blessés, quand ce ne sont pas des morts.

Faire travailler quelques-uns le plus rapidement possible dans des conditions déplorables, et mettre la majorité au chômage, voilà la seule politique des patrons qui ne pensent qu'aux profits à réaliser sur notre dos. Notre santé et notre vie, cela importe peu pour eux.

26 ET 27 MAI 1967 :

UN MASSACRE QUI N'EST PAS OUBLIE

Les 26 et 27 mai 1967 les travailleurs du Bâtiment étaient violemment réprimés par les forces coloniales. On relevait à la suite de ces deux journées de manifestations et d'émeutes, plus d'une cinquantaine de morts.

De nombreuses personnes avaient été aussi blessées. Certains en sont restés infirmes, jusqu'à aujourd'hui.

Durant ces journées et ces nuits de MAI 67, le colonialisme français montrait son vrai visage, celui de la répression sanguinaire.

Durant deux jours et deux nuits, des CRS et des képis rouges vont mitrailler tout ce qui bougeait. Des mitrailleuses montées sur des jeeps vont semer la mort à travers Pointe-à-Pitre et ses faubourgs. Les mercenaires du colonialisme iront dans les veillées mortuaires où l'on pleurait leurs victimes, pour coucher au sol d'autres personnes. Des maisons seront mitraillées, des automobilistes et des cyclomotoristes arrêtés et parfois a-

battus.

Puis, non content de ce massacre, on arrêtera des militants et dirigeants anticolonialistes.

De nombreux jeunes des faubourgs et des bidonvilles pointois, seront eux aussi jetés en prison où ils resteront parfois plusieurs années sur la simple dénonciation d'un CRS ou d'un mercenaire quelconque.

Aujourd'hui encore, neuf ans après, le souvenir de ces journées où des jeunes, des travailleurs sont tombés victimes des balles meurtrières de la soldatesque coloniale reste vivace.

Mais en assassinant en 1967, le colonialisme n'a pas enterré pour autant la lutte des travailleurs et du peuple guadeloupéen. Il n'a fait que renforcer la haine que lui portent un peuple colonisé et des travailleurs exploités.

Il n'a fait qu'augmenter le nombre de ceux qui lui demanderont un jour des comptes sur tous ses crimes.

REUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER

VENDREDI 28 MAI A 19H30

30 RUE DU CDT MORTENOL
POINTE-A-PITRE

THEME : - LA REPRESSION COLONIALE EN
MAI 1967.
- APRES LA GREVE GENERALE EN
MARTINIQUE.

VENEZ NOMBREUX !

CINEMA GUADELOUPE

UN FILM

A VOIR :

LE JUGE

ET L'ASSASSIN

AIRPORT RAIZET